



# UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

*Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal*

N°1306

5 octobre 2017

- **Un nouveau calendrier de manifestations de l'opposition**
- **Le sociologue Laënnec Hurbon dénonce une pérennisation de l'impunité en Haïti**
- **Refus de la gratuité des soins aux ressortissants haïtiens en République Dominicaine**
- **Une table ronde autour des enjeux et défis du journalisme dans les États fragiles, dont Haïti**

## >> Un nouveau calendrier de manifestations de l'opposition

L'objectif de ces nouvelles journées de protestation est d'exiger le retrait du budget 2017-2018 et le départ de l'actuelle équipe au pouvoir. Elles sont projetées dans tout le pays par la coalition d'organisations politiques de l'opposition pour octobre. « Nous n'allons pas abandonner. Nous allons mettre en place une stratégie, en vue de revenir, dans un bref délai, avec un mouvement plus intensifié. Nous continuerons d'exiger que le président Jovenel Moïse retire cette loi de finances criminelle », avertissent plusieurs syndicats de chauffeurs de transports publics. Des manœuvres politiques auraient été orchestrées par des agents du pouvoir en place « déguisés en syndicalistes », pour boycotter la journée de grève du 2 octobre, dénoncent ces syndicats. Malgré tout, un ralentissement des activités, surtout au niveau des transports publics, des établissements scolaires, des entreprises et services divers a été observé dans la capitale. Mais une bonne partie du commerce, notamment informel, a fonctionné presque à la normale dans la capitale. Le gouvernement a décidé de porter le niveau d'impôt sur le revenu à partir des revenus annuels de 120 mille gourdes, au lieu de 60 mille. Il suspend aussi certaines taxes pour les chauffeurs syndiqués des transports publics, selon un memorandum. Ces rafistolages sont contraires à la loi. « Il faut plutôt un budget rectificatif » critiquent différents parlementaires,

dont ceux qui supportent le gouvernement. Malgré les tentatives gouvernementales pour désamorcer les protestations, ce budget continue de susciter la colère et la désapprobation. Le samedi 30 septembre, la manifestation anti-budget a dégénéré à Pétienville, où les vitres de plusieurs entreprises ainsi que les pare-brise des véhicules de la Radio Télé Kiskeya et de ceux de Radio Télé Métropole ont été brisées par des casseurs. L'Association des douaniers haïtiens projette d'entamer un arrêt de travail provisoire, le jeudi 5 octobre, au cas où ses revendications ne seraient pas satisfaites. Après la suspension des activités du 13 au 22 septembre dans les cours et les tribunaux de la république d'Haïti, l'Association professionnelle des magistrats compte entamer à partir du lundi 10 octobre un arrêt de travail illimité en vue de forcer les pouvoirs politiques à donner plus de moyens au Conseil supérieur du pouvoir judiciaire. Depuis la fin du mois de septembre, les greffiers, huissiers, commis et autres membres du personnel des parquets sont de nouveau en grève, après l'arrêt de travail de juillet, dans les 18 juridictions du pays. Environ 50 mairies des départements du Nord, du Nord-Est et de l'Artibonite avaient suspendu toutes leurs activités, du 25 au 27 septembre, pour protester contre les éléments défavorables aux collectivités territoriales relevés dans la loi de finances.

## >> Le sociologue Laënnec Hurbon dénonce une pérennisation de l'impunité en Haïti

« Des obstacles, à la fois psychologiques et psychanalytiques, liés à la théorie de la réconciliation nationale ainsi qu'au silence des victimes empêcheraient de sortir de l'ère de

l'impunité. Ce silence, provoqué par une terreur exercée sur l'environnement familial et social de la victime, rend son deuil difficile. Les traces de l'ancien système criminel des Duvalier sont encore

présentes 30 ans plus tard dans le système judiciaire en Haïti. La seule solution possible pour sortir du règne de l'impunité consiste à revenir à la mémoire. Un devoir de mémoire comme remède contre le trauma collectif infligé par les bourreaux du passé », soutient le sociologue haïtien Laënnec Hurbon, chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), lors d'un colloque international, fin septembre. Dénonçant une pérennisation de l'impunité en Haïti, Lahennec Hurbon, spécialiste des rapports entre religion, culture et politique dans les Caraïbes, condamne la banalisation du phénomène de la dictature en Haïti,

qui porte les gens à finir par croire au fil du temps que la dictature ferait partie du naturel haïtien et qu'il n'y aurait pas moyen d'en sortir. Tout en reconnaissant la corruption qui touche une bonne partie des magistrats dans le pays, le ministre de la justice, Heidi Fortuné, se dit prêt à soutenir les efforts entamés par les initiateurs du colloque. Ce colloque visait à renforcer les synergies entre les actrices et acteurs, à déterminer des stratégies contentieuses et de plaidoyer, pour lutter contre l'impunité des crimes du passé et sensibiliser aux différents mécanismes de justice transitionnelle.

### >> Refus de la gratuité des soins aux ressortissants haïtiens en République Dominicaine

« Il est temps que les autorités haïtiennes accordent de l'importance à la santé et à l'éducation de la population » estime la plate-forme Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR). Elle plaide en faveur d'un budget rectificatif dans lequel des fonds suffisants seraient alloués à la santé et à l'éducation. Les autorités dominicaines refusent l'accès gratuit aux soins aux ressortissant.e.s haïtiens en République Dominicaine. « Des femmes haïtiennes ayant l'habitude d'aller accoucher dans les hôpitaux en R.D. devront payer pour avoir accès aux soins » rapporte le GARR. « C'est inadmissible que le gouvernement dominicain dépense 5 milliards de pesos chaque année en soins de santé pour les étrangers, notamment les femmes enceintes de nationalité haïtienne », estime le directeur du

service national de la santé en République Dominicaine, Nelson Rodriguez Monegro. Les résident.e.s de plusieurs communes frontalières du Sud-Est, du Plateau central, de l'Ouest et du Nord-Est sont contraints de parcourir plusieurs kilomètres pour accéder aux services hospitaliers à cause du manque d'infrastructures sanitaires. Par exemple, pour subir une césarienne à Anse-à-Pitres ou Thiotte, une femme est contrainte de se rendre jusqu'à Jacmel à plus de 150 km. Malgré les besoins immenses en santé et éducation, seulement 4,3% des 144 milliards de gourdes prévues dans le budget pour l'exercice fiscal 2017-2018, sont destinés à la santé et 15,9% à l'éducation, pour une population de plus de 10 millions d'habitant.e.s.

### >> Une table ronde à Bruxelles pour débattre des enjeux et défis du journalisme dans les États fragiles, dont Haïti

Gotson Pierre (éditeur de l'agence en ligne AlterPresse du Groupe Médialternatif), Ernst Sagaga (chargé des droits humains et de la sécurité à la Fédération internationale des journalistes), et le politologue Manu Klimis prendront la parole à cette table ronde organisée le vendredi 6 octobre à Bruxelles (Belgique), animée par Marie-Soleil Frère (professeure à l'Université libre de Bruxelles et vice-rectrice aux relations internationales et à la coopération au développement). Les organisateurs de l'événement soulignent un processus chaotique et difficile de construction démocratique en Haïti depuis la fin de la dictature duvaliériste (1986). Ils déplorent la fragilité des institutions, l'ampleur de la

corruption et la personnalisation du pouvoir caractérisée par la mauvaise gouvernance. Toutefois, la liberté d'expression et le développement du secteur médiatique, permettant la circulation des opinions et le débat démocratique figurent parmi les grands acquis des 25 dernières années. La table ronde et le projet « médias et démocratie dans les États fragiles » sont mis en place avec le soutien de Wallonie Bruxelles Internationales (WBI), dans le cadre de la célébration des 20 années de coopération (1997-2017) entre Wallonie-Bruxelles Internationale et la république d'Haïti.

#### A lire également:

- 123 millions US dollars d'équipements lourds : la première grosse commande de Moïse <http://lenouvelliste.com/article/177216/us-123-millions-dequipements-lourds-la-premiere-grosse-commande-de-moise>
- Ultimatum du 5 octobre de l'Association des douaniers haïtiens avant un arrêt de travail <http://www.alterpresse.org/spip.php?article22168>
- Kayla continue de dénoncer l'absence d'allocation de fonds publics aux logements sociaux <http://www.alterpresse.org/spip.php?article22176>
- Les médias et la société civile encouragés à mieux sensibiliser contre l'impunité <http://www.alterpresse.org/spip.php?article22173>